



VILLE DE SEYSSSES
DIRECTION DE L'URBANISME

**ARRÊTÉ RECTIFICATIF DE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
PORTANT SUR UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP)
ET VALANT DIVISION**

N° 2025U-187

Dossier : PC 031547 24 00053 Déposé le : 20/12/2024 Complété le : 04/03/2025 Nature des travaux : PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT DIVISION POUR LA CONSTRUCTION DE 80 LOGEMENTS SOCIAUX (LOGEMENTS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS), DE 87 LOGEMENTS SENIORS ET D'UNE MAISON MÉDICALE, DÉMOLITION D'UN HANGAR ET ÉDIFICATION DE CLÔTURES Adresse des travaux : LIEU-DIT GRAVE DE LA BOURDETTE 31600 SEYSSSES références cadastrales: 000AE0004, 000AE0005, 000AE0008, 000AE0012, 000AE0013, 000AE0063, 000AE0064, 000AE0065, 000AE0066, 000AE0100	Demandeur principal : SARL SAINT AGNE IMMOBILIER REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR SAINT AGNE PATRICK 93 RUE EDMOND ROSTAND 31200 TOULOUSE Demandeur co-titulaire : SA HLM PROMOLOGIS REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR ROCHE NICOLAS
Surface de plancher créée : 10 630 m²	

Le Maire de SEYSSSES,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE portant sur un ERP et valant division n° PC 031547 24 00053 présentée le 20/12/2024 par la SARL SAINT AGNE IMMOBILIER représentée par Monsieur SAINT AGNE PATRICK demeurant 93 RUE EDMOND ROSTAND 31200 TOULOUSE et par la SA HLM PROMOLOGIS représentée par Monsieur ROCHE Nicolas et enregistrée par la mairie de SEYSSSES sous le numéro PC 031547 24 00053 en vue de de la construction de 80 logements sociaux (logements collectifs et individuels), de 87 logements seniors et d'une maison médicale, de la démolition d'un hangar et de l'édification de clôtures ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le code de l'Energie et notamment l'article L342-11 ;

Vu le code du Patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/02/2010, modifié le 24/11/2011, révisé le 24/05/2012 et le 26/02/2020, modifié le 15/02/2022, le 09/02/2023, et modifié en dernière date le 12/12/2024 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne, approuvé le 22/12/2008 ;

Vu les pièces annexées au dossier de demande ;

Vu les pièces complémentaires reçues le 07/02/2025 et le 04/03/2025 ;

Vu les pièces supplémentaires reçues le 20/12/2024, le 06/03/2025 et le 22/04/2025 ;

Vu l'arrêté municipal du 27/06/2025 accordant le Permis de Construire portant sur un ERP et valant division n° PC 031547 24 00053 à la SARL SAINT AGNE IMMOBILIER représentée par Monsieur SAINT AGNE PATRICK pour la construction de 80 logements sociaux (logements collectifs et individuels), de 87 logements seniors et d'une maison médicale, pour la démolition d'un hangar et pour l'édification de clôtures ;

Considérant que deux erreurs matérielles ont été commises concernant la surface de plancher créée et l'absence de second demandeur ;

ARRÊTE


ARTICLE 1

Le PERMIS DE CONSTRUIRE portant sur un ERP et valant division accordé à la SARL SAINT AGNE IMMOBILIER représentée par Monsieur SAINT AGNE PATRICK est rectifié comme suit :

- Surface de plancher créée : 10 630 m².
- Demandeur co-titulaire : SA HLM PROMOLOGIS représentée par monsieur ROCHE Nicolas.

ARTICLE 2

Le délai de validité du permis de construire est inchangé.

<p>Date d'affichage :</p> <p>- de l'avis de dépôt : 26/12/2024</p> <p>Certifié exécutoire, Reçu en Sous-préfecture : 04/07/2025 Affiché le 04/07/2025 jusqu'au 04/09/2025</p>	<p>Seysses le 02 juillet 2025</p> <p>Le Maire, Jérôme BOUTELOUP</p> 
---	---

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site internet www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention. Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement : A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme). Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme). Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).